



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

## FOURNITURE DE BOIS BRUTS, FINIS ET DERIVES

### Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°	25F02
Date limite de remise des plis	<b>Le mardi 04 février 2025 à 12h00</b>
Procédure de passation	Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique)

En application des dispositions prévues à l'article R2132-7 du Code de la Commande Publique, les documents des soumissionnaires sont transmis par voie électronique sur le profil acheteur.

Les différents échanges et communication en cours de procédure interviennent également par voie électronique

# ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

## Acheteur :

Grand Port Maritime de Bordeaux  
152, quai de Bacalan  
CS 41320  
33082 BORDEAUX CEDEX

Téléphone : 05 56 90 58 00  
Site internet : [www.bordeaux-port.fr](http://www.bordeaux-port.fr)

## Description de la prestation :









Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Fourniture de bois bruts, finis et dérivés**

*Fourniture de bois bruts, finis et dérivés notamment destinés à l'atelier charpente dans le cadre de leurs missions telles que la création de supports, la création d'aménagements en bois, la construction d'échafaudage et autres travaux utilisant le bois.*

Références à la nomenclature européenne (CPV) :

Code CPV	Libellé CPV
03410000-7	Bois
03414000-5	Bois brut
44191100-6	Contreplaqué
44191300-8	Panneaux de particules
44191000-5	Matériaux divers de construction en bois

## Caractéristiques principales du contrat :

 Objet du contrat	FOURNITURE DE BOIS BRUTS, FINIS ET DERIVES
 Acheteur	GRAND PORT MARITIME DE BORDEAUX
 Type de contrat	Accord-cadre mixte mono-attributaire de fournitures
 Structure	Lot unique
 Lieu d'exécution	Réception au magasin général de Bacalan
 Développement durable	Clause environnementale
 Variation des prix	Révisibles (formule)
 Nature des prix	Prix unitaires

## Allotissement :

La consultation n'est pas décomposée en lots car elle porte sur la relance d'un lot résilié en décembre 2024.

## Durée :

Le contrat court à compter de sa date d'effet qui sera précisée sur la lettre de notification jusqu'au 31 mai 2028.

## 1. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

### Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

- **Forme du contrat :**

La consultation donnera lieu à un accord-cadre mixte mono-attributaire sans minimum et avec un **maximum fixé à 140 000 €HT** en application de l'article R2162-3 du Code de la commande publique.

- **Modalités de financement et de paiement**

Le règlement des dépenses se fera selon les modalités suivantes :

- Mode de financement : Fonds propres du GPMB
- Mode de paiement : Virement bancaire sous 30 jours

- **Modalités de retrait du dossier de consultation :**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

- **Dossier de consultation :**

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC),
- L'Acte d'Engagement (AE),
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses 2 annexes : « Consignes de sécurité » ; « Règlement Général de la Protection des Données »
- Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU),
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE),
- Cadre de réponse au Mémoire technique,
- Les formulaires de candidature (DC1-DC2).

- **Modification de détail au dossier de consultation**

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

- **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

- **Communication et échanges d'informations par voie électronique :**

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

A cet effet, le candidat renseignera son adresse courriel à l'acte d'engagement.

## 2. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

- **Réponse et groupement :**

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

La forme juridique que devra revêtir le groupement d'entreprises, en cas d'attribution du marché, pourra être celle du groupement conjoint si les membres du groupement identifient précisément dans l'offre les prestations que chacun des membres s'engagent à exécuter. Dans ce cas, le candidat devra préciser la répartition détaillée des prestations entre les cotraitants.

En cas d'attribution du contrat à un groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire, pour l'exécution du contrat, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur notamment en cas de défaillance de l'un des membres du groupement.

À défaut, la forme juridique que devra revêtir le groupement sera le groupement solidaire au motif que les prestations ne sont pas individualisées.

**Conformément à l'article R2142-21 1° du Code de la commande publique, l'acheteur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.**

■ **Variantes :**

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

*Les candidats sont invités à utiliser les formulaires **DC1 (lettre de candidature)** et **DC2 (déclaration du candidat)** fournis avec le présent DCE ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter leur candidature.*

*Le DUME sera rédigé en langue française et est accessible à l'adresse suivante :*

*<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/operateur-economique>*

Document	Descriptif
<b>Situation juridique</b>	
<b>Lettre de candidature (DC1 ou équivalent)</b>	<p>-Lettre de candidature comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement.</p> <p>La lettre de candidature est signée par le représentant du candidat, et en cas de groupement, soit par chacun des membres du groupement, soit par le seul mandataire du groupement si celui-ci produit les habilitations signées de chacun des autres cotraitants.</p> <p>-Une déclaration sur l'honneur du candidat pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à 5 et L2141-7 à 10 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-10 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;</p> <p>- Le candidat en redressement judiciaire devra produire copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;</p> <p>- Le cas échéant, les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat (si ce dernier n'est pas indiqué sur l'extrait K-bis)</p>
<b>Capacité économique et professionnelle</b>	
<b>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 ou équivalent)</b>	<p><u>Pour apprécier la capacité économique et financière du candidat :</u></p> <p>- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat ainsi que le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les 3 derniers exercices disponibles.</p> <p><u>Pour apprécier la capacité technique et professionnelle du candidat :</u></p> <p>- Liste des fournitures similaires livrées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique,</p>

**Les candidats ayant déjà candidaté sur ce lot lors de la précédente consultation (24F01) peuvent, pour des questions de simplification (Dites-le-nous une fois) remettre, au stade de la candidature, que le DC1 spécifique à la présente consultation.**

## **Contenu de l'offre :**

L'offre doit comprendre les documents suivants :

Document	Descriptif
<b>Acte d'engagement</b>	<i>Acte d'engagement : cadre à compléter sans modification, par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise.</i>
<b>BPU</b>	<i>Bordereau de prix unitaires à remettre au format .PDF et tableur</i> <i>Les prix seront arrondis à 2 chiffres après la virgule.</i> <i>Le BPU ne doit pas être modifié et l'ensemble des prix du BPU doivent être renseignés sous peine d'irrégularité de l'offre.</i>
<b>DQE</b>	<i>Détail quantitatif estimatif</i>
<b>Mémoire technique encadré</b>	<i>Le cadre de mémoire technique portant sur :</i> <i>→ Origine du bois</i> <i>Le candidat devra fournir des informations sur l'origine des bois qu'il propose, notamment si ceux-ci proviennent de forêts gérées durablement, conformément aux normes internationales, telles que FSC ou PEFC. De même il précisera les moyens de traçabilité mis en place.</i> <i>→ Gestion des déchets de bois</i> <i>Le candidat devra indiquer comment les déchets issus du travail du bois sont traités, notamment s'ils sont recyclés ou valorisés.</i> <i>→ Fiches techniques</i> <i>Afin de s'assurer de la conformité des fournitures proposées, le candidat devra fournir des fiches techniques détaillées pour chaque produit. Ces fiches, correspondant aux numéros de prix du Bordereau de Prix Unitaires, devront mentionner les spécifications techniques des produits, telles que définies à l'article 6 du CCP et au BPU.</i> <i><u>En l'absence des fiches, veuillez renseigner le tableau proposé dans le cadre de réponse en y ajoutant le nombre de lignes nécessaires.</u></i>

### ■ **Modalités de remise des propositions :**

**Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la Commande Publique, les candidats doivent déposer leur pli sur le profil acheteur. La transmission d'un pli papier n'est plus autorisée.**

### **Dépôt électronique sur le profil acheteur :**

Les candidats déposent leur candidature, par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

En cas de signature électronique, le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. **Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération.** Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation. .

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé. La signature doit être visible.

**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

Les candidatures seront transmises avant la date et heure indiquées dans le présent règlement.

**Les candidats rencontrant un problème lors du dépôt de leur pli devront impérativement s'adresser au support du profil acheteur - Rubrique « Aide-Assistance »**

Les candidatures doivent être rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français

#### **Remise d'une copie de sauvegarde :**

Parallèlement à l'envoi électronique de leur dossier sur le profil acheteur, les candidats peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde, transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD - clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli cacheté et comporte obligatoirement les mentions suivantes :

- **"Copie de sauvegarde",**
- **Nom ou dénomination du candidat,**
- **"Affaire n°25F02 – Fourniture de bois bruts, finis et dérivés - NE PAS OUVRIR."**

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, cette dernière pourra être ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique,
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Les soumissionnaires transmettent, par pli recommandé ou contre récépissé, leur copie de sauvegarde à l'adresse suivante :

**Grand Port Maritime de Bordeaux**  
**152, quai de Bacalan**  
**CS 41320**  
**33082 BORDEAUX CEDEX**

**Il est fortement conseillé d'adresser cette copie de sauvegarde, car elle n'engendre pas de réel surcoût ni charge de travail supplémentaire pour les soumissionnaires et permet de parer à toute éventualité.**

**La copie de sauvegarde ne peut être prise en considération que si elle est parvenue dans le délai prescrit pour le dépôt des plis (cf. page de garde).**

### **3. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION**

#### **■ Critères de sélection des candidats :**

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération
1. Garanties économiques et financières
2. Garanties professionnelles et techniques

#### **■ Critères de jugement des offres :**

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Prix des prestations (80 %)	L'appréciation du critère prix est établie selon la façon suivante : (Offre moins-disante/offre jugée) x pondération
2. Environnement (20 %)	L'appréciation de ce critère portera sur les éléments du mémoire technique précisant : <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Origine du bois (10%)</li><li>➤ Gestion des déchets de bois (10%)</li></ul>

*En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence.  
Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail quantitatif estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail quantitatif estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.*

#### ■ **Négociations :**

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales les plus pertinentes, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront conduites par tout moyen (présentiel, visioconférence, courriel). Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation

#### ■ **Documents à produire par l'attributaire :**

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Liste des salariés étrangers	Le cas la liste nominative des salariés étrangers conformément aux articles R.1263-12, D8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail
Habilitation du mandataire	Habilitation du mandataire par les autres membres du groupement et les conditions de cette habilitation
IBAN	IBAN correspondant au(x) comptes(s) renseignés à l'acte d'engagement

#### ■ **Signature du contrat par l'attributaire :**

Le contrat sera signé par le seul attributaire par voie papier ou de manière électronique.

En cas de signature papier, le candidat s'engage, s'il est attributaire, à signer manuscritement le contrat rematérialisé au format papier.

L'opérateur économique s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si l'opérateur économique ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué à l'opérateur économique classé en seconde position.

## 4. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard huit (8) jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

#### **Rappel :**

**Pour toutes questions relatives au profil acheteur ou au dépôt de pli dématérialisé, les candidats s'adresseront directement au support du profil acheteur - Rubrique « Aide-Assistance »**

#### ■ **Voies et délais de recours**

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;

- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Bordeaux  
9 rue Tastet  
CS 21490  
Bordeaux  
33063 Bordeaux Cedex  
Téléphone : 05 56 99 38 00  
Courriel : [greffe.ta-bordeaux@juradm.fr](mailto:greffe.ta-bordeaux@juradm.fr)  
Télécopie : 05 56 24 39 03

Site internet : <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr>